

## **Stéphane Bouillon, un nouveau préfet au CV déjà bien chargé**

---

Par Justin Boche



Publié le 11/10/2017 à 09:41

1 réaction

---

**Stéphane Bouillon, le préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur devrait remplacer Henri-Michel Comet au poste de préfet du Rhône et préfet d'Auvergne-Rhône-Alpes. Un préfet qui a déjà fait parler de lui à plusieurs reprises.**



© AFP

*Stéphane Bouillon*

Selon le journal *La Provence*, le préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur Stéphane Bouillon va être nommé préfet d'Auvergne-Rhône-Alpes ce mercredi matin en conseil des ministres à la place de Henri-Michel Comet. [Ce dernier va être visiblement démis de ses fonctions par Gérard Collomb](#) suite au rapport de l'inspection générale de l'administration, rendu public par le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, qui révèle qu'"*un ensemble de dysfonctionnements*" à la préfecture du Rhône a entraîné la remise en liberté de l'auteur de l'attaque terroriste de Marseille qui a fait deux victimes le 1er octobre. Le Tunisien de 29 ans

avait été interpellé deux jours plus tôt pour un vol, puis remis en liberté malgré sa situation irrégulière.

## **Déjà quelques casseroles par le passé**

Stéphane Bouillon a déjà exercé dans la région de 2006 à 2008 en tant que préfet de la Loire. Énarque de formation et âgé de 60 ans, il avait prêté sa résidence privée au couple Macron à Marseille. Il avait aussi fait parler de lui dans plusieurs affaires. Il avait été [condamné à 800 € d'amende avec sursis et 7000€](#) de dommages et intérêts pour avoir publié un communiqué du ministère de l'Intérieur qui annonçait l'expulsion en "urgence absolue" de cinq étrangers permis lesquels Ali Belhadad mentionné par erreur. Le préfet avait aussi autorisé en 2015 par arrêté préfectoral la société Altéo à poursuivre l'activité de son usine de Gardanne pour six ans. [Une usine à l'origine des boues rouges rejetées dans le Parc national des Calanques](#) (Bouches-du-Rhône). Enfin en 2017, il avait été [condamné par le tribunal administratif de Bastia](#), pour avoir autorisé de permis de construire à Coti Chiavari la veille de son départ. Des permis jugés illégaux délivrés pour "réhabilitation de ruines" alors qu'il s'agissait en réalité d'un restaurant au bord de mer et sept villas.